

L'Europe que nous voulons

J'avais prévu de publier *l'Europe que nous voulons* — que nous voulons, nous Force Française —, trois mois avant les élections européennes de mai 2019. Des raisons m'en ont empêché ; j'ai donc décidé de publier le présent clip vidéo après les élections, avec en introduction ce petit préambule. Le quart d'heure statutaire sera dépassé de quelques minutes. Donc les élections européennes ont eu lieu. Que dire des résultats ? La farce européenne continue : on prend les mêmes, et on persévère, dans l'aveuglement le plus total, dans la même voie totalitaire. Les visages ont changé, rajeunis, mais les hommes restent les mêmes, l'aberration politicienne aussi. Je résume la situation : 23 millions d'électeurs, tous confondus, ont donc voté pour plus d'intégration européenne, plus de démembrement des nations européennes, plus d'invasion migratoire, plus d'islam conquérant, plus de soumission à l'hégémonie américaine, etc... Je retiendrai aussi ceci : en élisant vos 79 députés, vous aurez fait de vos élus des quasi millionnaires en euro au bout de six ans de mandature, année sabbatique comprise. Le jeune Bardella, s'il s'y prend bien, sera millionnaire à l'âge de 29 ans, uniquement avec de l'argent public, comme la plupart des politiciens et hauts fonctionnaires de la République. Il pourra acheter une maison à sa gentille maman, la pauvre immigrée italienne, étant entendu qu'en France, il n'y a de pauvres qu'immigrés, seulement et nécessairement eux. Un Français de souche pauvre, cela frise l'indécence, cela ne saurait exister.

Maintenant entrons dans le vif du sujet

À l'origine, l'Europe, ainsi nommée, est un continent terrestre essentiellement constitué de royaumes et de peuples de race blanche, très anciens, très divers, ayant trouvé une unité civilisationnelle première sous l'influence conjointe du christianisme et de l'héritage gréco-romain. Toutefois, certains rois ou princes tenteront de réunir tout ou partie de ces peuples en entités uniques qu'on appellera des Empires ; mais ces tentatives seront toutes vouées à l'échec ; ce sera le cas, par exemple, des Empires de Charlemagne, Charles Quint, Napoléon... La première tentative, l'Empire romain, explosera sous le double effet des invasions barbares et de la décadence de l'autorité impériale ; les deux derniers disparaîtront à peu près au même moment : l'Empire russe tombera sous les coups barbares du communisme pour se muer en Empire soviétique ; tandis que l'Empire austro-hongrois — les Empires centraux avec les Empires allemand et ottoman — sombrera dans les décombres de la guerre de 14-18, et sera divisé en sept états. En 2000 ans, on n'a pas l'exemple, en Europe, d'un seul Empire qui ait réussi à tenir plus de quelques siècles ; les peuples ont toujours souffert cruellement, soit

de leur constitution, soit de leur dislocation, tout au long de guerres de conquêtes et d'effroyables combats.

L'idée d'édifier une Europe impérialiste n'a jamais quitté les esprits. Mais là, nous sommes dans les temps modernes ; le contexte historique a radicalement changé. Cette idée d'une union européenne est née des intérêts matérialistes des États européens soumis à l'hégémonie américaine, des banques et des grandes multinationales. Désormais, l'histoire n'a plus rien à voir avec cette volonté unificatrice ; il s'agit là d'une démarche à la manière artificielle des États-Unis, consistant non pas à créer des États-Unis d'Europe, mais, visant beaucoup plus loin, à dissoudre les nations européennes afin de les fusionner dans un immense conglomérat statocratique continental, de façon à détruire le passé de l'Europe et faire taire les résurgences nationalistes ou les rendre impossibles.

Les chauds partisans de l'Europe de Bruxelles devraient réfléchir un instant sur le nom même de leur Europe supranationale : Union Européenne. Il ne s'agit pas, à proprement parler, d'une « union » des souverainetés, mais au contraire de leur dilution en une entité unique, un nouvel impérialisme oligarchique et technocratique, s'inscrivant dans l'ordonnement du Nouvel Ordre Mondial si cher aux adeptes de la République universelle. Donc la dénomination officielle « Union Européenne » est doublement mensongère et fallacieuse. Elle devrait s'appeler ce qu'elle est réellement : la « Dissolution Européenne » et non l'Union. À moins que cette dissolution imposée de haut ne soit pour les citoyens que l'Union pour le Suicide par Consentement des Peuples Européens.

Je ne pense pas que cela soit dans l'esprit des électeurs européens quand ils mettent leur bulletin dans l'urne ; comme toujours, la réalité est autre ; ils sont invariablement trompés et se font rouler dans la farine sur toute la ligne.

*

Dans une précédente vidéo, bien appuyée, *L'Europe : noooooon !* visant à provoquer un réflexe abstentionniste de survie — l'abstention civique —, j'avais défini l'Union Européenne ainsi : « Qu'est-ce donc que l'Union Européenne aujourd'hui ? Une formidable institution globaliste dirigée par un groupement de banquiers internationaux, de super fonctionnaires détachés de toutes allégeances nationales, et des puissants lobbies rattachés aux grandes entreprises multinationales, dont le but à terme est de dissoudre les 27 nations européennes historiques dans une entité unique au service de l'hégémonie américaine. »

Et qu'est-ce que l'hégémonie américaine ? C'est le Dollar comme monnaie de réserve universelle, c'est l'ONU, c'est l'OTAN, c'est la Banque Mondiale, c'est l'Organisation Mondiale du Commerce, c'est le fond Monétaire International,

c'est la Réserve fédérale américaine, la banque centrale qui a littéralement privatisé l'État fédéral US, ce sont les services secrets, dont la CIA et la NSA, ce sont les Fondations et les ONG, façades présentables de l'influence des États-Unis à l'extérieur, voire des couvertures pour l'action des services secrets en terrain sensible ; c'est le Corps des Marines, une force de projection extérieure, dont la puissance suffirait à elle seule à neutraliser la défense d'un pays comme la France et en prendre le contrôle, etc...

Il est important de revenir sur le rôle des banques dans l'ordonnement de nos sociétés modernes d'aujourd'hui. Quand on voit l'emprise qu'elles ont sur le destin des peuples et des nations, au point que le personnel politique apparaît comme autant de marionnettes au service du pouvoir de l'argent, du Veau d'Or, on est en droit de se demander si les entreprises de la haute finance ne devraient pas être comprises d'abord comme des agents politiques directs et se poser la question : qui gouverne ? De la même façon qu'on est en droit de traiter les banques comme des entreprises de presse par abus d'objet social, les journalistes travaillant pour cette presse à la fois cannibalisée par l'argent de ces mêmes banques et subventionnée par l'État, n'étant que des employés dévoyés au service de la ploutocratie mondialiste apatride.

Or l'organisation du système financier international apparaît désormais comme une vaste entreprise de brigandage généralisé étendant ses sinistres méfaits sur le monde entier, et qui, à travers le Nouvel Ordre Mondial, s'arroge le droit de s'emparer des biens et des richesses produites par les nations, et de les accaparer à son profit. Il est important de rappeler que les banques et les organismes financiers, quels qu'ils soient, ne sont, par définition, propriétaires de rien, ne possèdent rien et n'ont aucune prétention à revendiquer : ils ne sont que des dépositaires dévoyés en spéculateurs professionnels ; et l'on ne voit pas au nom de quoi ils s'arrogent le pouvoir d'organiser le monde à leur guise dans le cadre du Nouvel Ordre Mondial, leur conférant un pouvoir de domination méphistophélique n'ayant aucune légitimité, sinon que de s'octroyer cette légitimité par abus de pouvoir, et si nécessaire, par la coercition et la violence.

Dans ce cadre et vu sous cet angle, la prétendue Union Européenne avec ses fonctionnaires et son organisation lobbyiste n'apparaissent plus que comme une organisation de gangsters réunis au service de la mafia bancaire, dans laquelle sont incluses les multinationales. Le Parlement européen et ses 750 députés plastrons ne sont là que pour donner un vague vernis de légitimité citoyenne à cette entreprise de vol et de destruction massive de la civilisation européenne.

Il n'est pas le lieu de revenir dans ces quelques lignes sur les structures et le fonctionnement de l'Union Européenne. Dans la précédente vidéo, nous avons abordé son origine issue de la volonté des États-Unis de créer une entité européenne fédérale et supranationale à leur botte. L'influence décisive de la domination américaine n'aura été que la somme des faiblesses des États européens englués dans leurs éternels conflits idéologiques et leur impuissance à sortir des débats stériles, des conflits qui ont fini par étouffer nos nations historiques et les ont mises à la portée de l'ogre yankee, colosse aux pieds d'argile, lequel, malgré tout, n'en attendait pas tant.

Quelle eût été la véritable solution pour créer une Europe confédérale des peuples et des nations, une véritable Europe unie, si la volonté, l'inspiration et l'intelligence de nos édiles avait été au rendez-vous ? Le schéma, tel qu'il apparaît, est d'une telle simplicité qu'on ne veut pas croire que nous sommes passés à côté. Il suffisait de créer dans chaque pays un ministère d'État dédié à la solidarité des peuples européens qui se répartissent en gros de la façon suivante : l'aire latine, l'aire germanique, l'aire slave, l'aire scandinave, l'aire anglo-saxonne. Chacun aurait pu ou non rentrer dans la Confédération à son rythme, au moment le plus approprié ; la véritable Europe aurait pu se construire ouvertement et en toute connaissance avec l'assentiment des citoyens ; je vais plus loin : je dis qu'il eut été à l'honneur de la France de faire une telle proposition à l'ensemble des pays concernés, au lieu de laisser l'initiative à un affairiste douteux vendu à l'étranger, le nommé Jean Monnet, qui profitera de l'indifférence habituelle de nos dirigeants politiques au sort de leur peuple, pour imposer le projet américain par le fait accompli, avec la complicité officielle d'un élu de la République, Robert Schuman, dont l'ambiguïté identitaire a grandement facilité l'aboutissement de l'imposture !

Encore un avantage : cela aurait permis d'éviter l'édification de cette énormissime Babel construite dans la capitale belge pour abriter, dans un délire d'architectures futuristes, les installations de cet embryon d'État totalitaire complètement coupé des peuples et de leur réalité ; cela aurait évité dans le même temps le gaspillage d'argent public que génère cette excroissance hideuse qui se développe comme une tumeur cancéreuse sur le vénérable visage de cette princesse phénicienne de la mythologie grecque, enlevée par Zeus métamorphosé en taureau, et violée par celui-ci ; la princesse étant Europe, le taureau ravisseur Zeus étant les États-Unis. Belle allégorie à laquelle j'ai donné une interprétation toute personnelle, qui ne serait probablement pas des plus appréciées à Bruxelles.

Voilà comment l'Europe a été piégée, comment elle est devenue la vassale des États-Unis en même temps que leur cheval de Troie... Et ce n'est pas le

Parlement croupion de Strasbourg avec ses marionnettes automanipulées qui changera quoi que ce soit à la réalité, à part de servir de caution à cette monstruosité euro-mondialiste au nom d'un prétendu suffrage populaire arraché à coups de mensonges et de bidonnages politiques. L'Europe à laquelle nous aspirons aurait eu, en outre, l'avantage d'être économique en regard des sommes folles investies dans le fonctionnement de l'appendice mondialiste de Bruxelles, qui n'a jamais servi à autre chose que de rendre d'une main ce qu'il reçoit de l'autre, en fonction des apports de chacun : pas besoin pour cela de bâtiments officiels à l'architecture psychédélique, ni de fonctionnaires-technocrates tant surnuméraires que surpayés... L'Union Européenne, un énorme gâchis pour une seule obsession : détruire les nations européennes, tout en laissant croire aux peuples qu'en faisant d'eux des esclaves soumis, on les rendra heureux...